

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/COM.6/L.39  
6 mai 1954  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DES CHEFS DES DIVISIONS DE DODOME, HOE ET LUME  
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F  
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LES CHEFS DES REGIONS DE DODOME, HOE ET LUME  
P.O. BOX 5,  
KPEDZE, VIA HO  
COTE DE L'OR

Le 8 août 1953

A l'Honorable A. CASELY-HAYFORD, ML. A.,  
Ministre de l'Agriculture et des richesses naturelles,  
B.P. 1424  
Accra

Cher Ami,

RESERVE FORESTIERE PROJETEE DANS LES COLLINES DE DODOME-LUME

Le Gouvernement ayant l'intention de constituer une réserve forestière dans les collines susmentionnées, nous demandons que cette affaire soit examinée à nouveau et que l'on mette fin aux épreuves actuellement imposées aux populations de Dodomé, Hoé et Lumé.

2. Dodomé est une division de l'Etat de Hokpe (anciennement Awatime), dans le Sud du Togo sous tutelle britannique; elle comprend les subdivisions suivantes : Aveha (la capitale), Tsikor, Awlime, Telafenui, Awuiasu et Dogblome, avec une population de 2.000 habitants.

3. Avant 1932, les trois premières de ces subdivisions étaient établies au sommet des collines mais le manque de terres fertiles pour les cultures vivrières a rendu nécessaire leur déplacement.
4. La division de Dodomé est une région qui abonde en cacaoyers et il est bien connu que dans notre pays les régions de plantations de cacaoyer attirent beaucoup de monde. Dodomé a donc une population très dense. Avec le développement cocotiers dans la division, les terres disponibles pour les cultures vivrières se sont raréfiées. Telle est la raison dominante qui nous a obligés à abandonner le sommet de la colline et à nous fixer où nous sommes maintenant.
5. Depuis, nous avons utilisé pour les cultures vivrières le sommet et les flancs des collines. Nous tirons aussi du sommet des collines tous nos matériaux de construction, en particulier le chaume de nos toits.
6. Hoé est également une division de l'Etat de Hokpe, dans le Sud du Togo sous tutelle britannique; elle se trouve à l'opposé de la division de Dodomé, de l'autre côté des collines.
7. Ses 600 habitants possèdent des exploitations au sommet des collines. Ce sont leurs seules terres. Hoé est immédiatement voisine d'Awuiasu, subdivision de Dodomé.
8. Lumé est une division de la circonscription du conseil local de Djigbé; elle est limitrophe de la subdivision de Dogblomé (division de Dodomé).
9. Elle comprend les trois subdivisions d'Atsamé, Gé et Kpodoavé, et compte 900 habitants. Ces subdivisions se trouvent juste au sommet des collines, et les villageois cultivent les flancs des collines.
10. On peut donc imaginer notre consternation lorsque nous avons appris que le Gouvernement avait l'intention de nous priver de la seule terre qui permette aux trois divisions de vivre. Le total de la population n'est pas inférieure à 3.000 habitants.
11. Lorsque ce projet a pris naissance, nous n'avons reçu aucune communication officielle. Il est simplement arrivé ceci : en 1948, une équipe du Département des forêts, sous les ordres d'un fonctionnaire européen - un certain M. Wood -

a ouvert un sentier autour des collines; peu après, on nous a donné l'ordre verbal de ne pas faire de cultures dans la réserve projetée, ni même d'y couper un bâton. Des paysans qui possédaient des exploitations au sommet des collines et qui ne pouvaient se procurer ailleurs leur pain quotidien, ont enfreint cet ordre. Ils ont été arrêtés par des gardes forestiers, envoyés à Ho et condamnés à des amendes. Cela est très affligeant.

12. Après s'être ainsi emparé de nos terres, de nos exploitations et de l'usufruit, le gouvernement a de temps à autre posté des gardes forestiers dans les divisions intéressées en les chargeant de veiller à ses intérêts. Depuis, nous avons été soumis à toutes sortes d'humiliations que nous ne pouvons supporter plus longtemps.

13. Nous apprécions à sa valeur la politique forestière du Gouvernement, mais nous pensons que cette politique ne devrait pas être appliquée au détriment des vies humaines que le Gouvernement a pour devoir de sauvegarder et de protéger. Nous pensons que la protection de la vie humaine est le premier devoir de tout bon gouvernement.

14. Au début, nous pensions que les fonctionnaires européens qui de temps en temps venaient inspecter la réserve vous feraient part de nos protestations. Nous avons compris, depuis, qu'au contraire ces gens-là emploient tous les moyens pour nous enlever nos terres de force. Tout ce qu'ils essayent de faire, c'est de nous persuader d'abandonner nos terres pour une bouchée de pain.

15. Il doit être bien entendu que même un million de livres sterling ne saurait compenser la perte de vies humaines qui s'ensuivra si la terre est définitivement cédée au Gouvernement. Dans la situation actuelle, ceux d'entre nous qui ont quelque aisance doivent louer des terres à nos voisins pour y faire des cultures vivrières. Or, il ne faut pas oublier que la grande majorité est pauvre et désormais menacée par la famine.

16. Depuis que le Gouvernement s'est approprié nos collines fertiles, le coût de la vie est monté en flèche. Deux doigts de bananes coûtent 3 pence et un carré de manioc (d'environ 6 m<sup>2</sup>) coûte maintenant 40 shillings ou plus. Ces prix peuvent paraître raisonnables ailleurs, mais ils sont trop élevés pour nous.

17. La confiscation de ces terres a retardé l'éducation; elle provoque d'autres maux sociaux, bien connus du Gouvernement, tels que les vols.
18. Des rites traditionnels se célébraient sur les collines où se trouvent de nombreux lieux saints. Depuis que le Gouvernement nous a imposé cette épreuve, nous n'avons pu célébrer ces cérémonies et tous les jours il y a des morts parmi nous. La liste des morts est maintenant très longue.
19. Le Gouvernement, après nous avoir expulsés de force de nos terres, a profané les lieux de culte et cela a fait encore augmenter la mortalité.
20. Pour constater la gravité de la situation, nous vous supplions d'envoyer dans nos divisions un émissaire, de préférence votre secrétaire ministériel, afin qu'il enquête sur cette épouvantable catastrophe et que l'on rende les terres à vos pauvres serviteurs. Le Gouvernement fera beaucoup de bien et nous convaincra qu'en fait tout le pouvoir appartient maintenant aux Africains, s'il abandonne ce que nous considérons comme un projet inique de l'Administration précédente.
21. Que le Gouvernement ne nourrisse pas l'illusion que les divisions accepteront une indemnité. Nous ne pensons pas que le Gouvernement veuille persister dans ses projets lorsqu'il aura fait une enquête impartiale sur cette affaire.
22. Nous ne voulons pas nous étendre davantage maintenant, puisque nous vous avons fait connaître les faits qui font l'objet de ce mémoire à savoir :
  - a) Manque de terres pour les cultures vivrières;
  - b) Menace de disette;
  - c) Abolition, par le Gouvernement, de nos droits sur le chaume et d'autres matériaux de construction, d'où inflation du coût de la vie;
  - d) Retard pour l'éducation et maux sociaux en découlant;
  - e) Privations du droit de célébrer nos rites sacrés traditionnels sur les collines;
  - f) Profanation des lieux de culte et de ce fait, mortalité élevée.

23. Pour ces motifs, nous vous serions très obligés de bien vouloir examiner à nouveau les décisions du Gouvernement et faire abandonner le projet. En tant que chefs et anciens de nos divisions, nous savons que les nations, comme les groupes, sont, en dernier ressort, jugées selon le bonheur qu'elles procurent à leurs membres. On nous a dit que la lutte actuelle doit servir à rendre l'Africain, sur son propre sol, plus heureux qu'il ne l'a été sous la tutelle étrangère. S'il en est bien ainsi, nous ne doutons pas que vous accéderez à notre humble requête.

Veillez agréer, etc....

TOGBI DEBLE VI	Fia de Dodomé	X
pour Togbi Gidisu		(sa marque)
TOGBI SESIMI	Fia de Hoé	X
		(sa marque)
TOGBI AGOGOE VIII	Fia de Lumé	X
		(sa marque)

Témoin des marques : Signé : (illisible)

Secrétaire

-----